

Politiques économiques

ment actuel est venu au pouvoir. Le pourcentage est passé à 95 p. 100 en 1973, et l'an dernier, il franchissait la parité. D'après les chiffres de l'année dernière, il est actuellement de 105 p. 100.

Au lieu de tenter de redresser la situation, le gouvernement se cherche des justifications, et cela est vraiment décourageant. Pis encore, s'il fallait en croire le chef du parti libéral, il faudrait nous adapter au ralentissement de l'économie, au lieu de chercher à la relancer pour qu'elle serve mieux la population. On conditionne les Canadiens à se contenter d'un niveau de vie inférieur à ce qu'il pourrait être. Ce conditionnement est subtil, mais il n'en est pas moins réel.

Le Canada a une croissance réelle de l'économie presque nulle, un revenu par habitant qui vient en huitième position dans le monde, alors qu'il se trouvait en deuxième position il y a six ans; il connaît des taux d'inflation et de chômage qui, réunis, sont les plus élevés depuis la naissance de la Confédération. On comprend que le parti au pouvoir préfère parler d'autre chose. Sa nouvelle théorie est la suivante: Si vous ne pouvez atteindre vos objectifs, changez-les.

On nous dit maintenant qu'il y a une limite à la croissance au Canada. Le programme de contrôle du premier ministre vise à tout remettre dans l'ordre. Notre ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) nous signale que nous devrions consumer plus de lait en poudre, par exemple, pour compenser la hausse du prix du lait frais. Notre ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ajoute que nous mangeons trop de viande et que nous devrions plutôt consommer des spaghettis et des macaronis, qui sont meilleur marché. On nous dit que nos aspirations sont trop élevées, et que nos ressources naturelles ne sont pas sans limites.

Mais vivre, c'est grandir, et si nos objectifs sont restreints, nos réalisations suivront le mouvement. Certaines ressources sont peut-être limitées, mais l'ingéniosité de l'homme est infinie. Le Canada, qui a une population relativement faible et un territoire immense, est dans une situation unique au monde. Nous avons tout ce qu'il faut pour être les plus riches du monde si nous laissons l'entreprise privée exploiter nos ressources.

Pour prospérer, une nation a besoin d'eau douce, d'aliments, de ressources, d'énergie et d'une population instruite. Nous avons tout cela. Le Canada a plus de lacs que tous les autres pays du monde réunis et il possède environ un tiers des réserves mondiales d'eau douce. En ce qui concerne notre population, nous avons plus de terres agricoles arables, de ressources naturelles et de réserves énergétiques que n'importe quel autre pays. Il va sans dire que les Canadiens sont très compétents. Où avons-nous donc commis une faute? A mon avis, notre faute, c'est de nous être assujettis à un contrôle bureaucratique excessif. Le taux d'emploi s'est davantage accru dans les secteurs non productifs de l'économie que dans les secteurs productifs.

La plupart des bureaucrates n'hésitent pas à réglementer, mais ils sont plus lents à innover. Si l'initiative avait été laissée au gouvernement, nos champs de pétrole, nos réserves de gaz et nos gisements de potasse ne seraient jamais parvenus à leur niveau actuel de développement. Et pourtant les gouvernements, au nom du progrès, étouffent tout progrès au moyen de règlements encombrants et de lourds impôts; il est même question de plans pour nationaliser certaines de nos industries.

Le gouvernement ferait mieux de cesser de prendre de l'expansion et de faire connaître ses vues sur l'avenir à

[M. Stevens.]

ceux qui désirent innover et créer. Les Canadiens peuvent créer une économie vigoureuse encore une fois, mais le gouvernement ne peut le faire à leur place. Une telle économie créerait des emplois dans des secteurs productifs. Quel soulagement qu'une telle approche, si on la compare avec les voies actuelles. Mais le pire n'est peut-être pas encore passé.

J'ai eu récemment connaissance d'un document mis à l'étude par le caucus du parti libéral. On y envisage la création d'un indice nouveau, dit de production sociale brute, qui remplacerait celui de la production nationale brute. On propose qu'à l'avenir nous calculions la contribution du chômeur à la société et non pas celle de l'actif. Quand nous visiterons un voisin, il faudra en tenir compte dans la nouvelle échelle des contributions rendues au Canada. Et, bien entendu, si nous partons en vacances, c'est également un apport pour la nation dont il faut tenir compte. Il est vraiment étrange de voir l'orientation que prennent les esprits abstraits et bureaucratiques de nos soi-disant libéraux. Il est encore plus étrange que ce soit l'argent des contribuables qui finance ces initiatives. Le Canada n'a certainement pas été fondé dans cet esprit, et ce n'est pas non plus cette mentalité qui contribuera à construire notre avenir.

● (1540)

La nation est maintenant arrivée à une croisée et nous devons choisir entre une société plus concurrentielle, plus ouverte ou accepter, irrévocablement peut-être, une société au sein de laquelle les grandes décisions relatives à notre bien-être économique et personnel sont prises par un gouvernement central.

L'expérience nous a prouvé que, malgré ses nombreuses lacunes, le système de la libre entreprise est celui qui protège le mieux les droits et les libertés et qui produit le plus de biens matériels. De plus, des événements récents montrent que, malgré ses bonnes intentions, le gouvernement est incapable d'harmoniser la vitalité, la sagesse et l'ingéniosité des hommes libres. Espérons que le gouvernement actuel apprendra très vite cette vérité toute simple. Dans l'affirmative, les citoyens reprendront confiance et nous connaîtrons une forte diminution de l'inflation et du chômage; le taux de croissance réel augmentera et nous en bénéficierons tous.

Des voix: Bravo!

M. Max Saltzman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, je suis content que nous n'ayons pas à nous prononcer sur cette motion. Même si je souscris au contenu de la motion, selon laquelle le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait, etc., les commentaires que je viens d'entendre ne me convainquent pas que la relève est meilleure.

Je pense avoir déjà entendu ce discours, vers la fin des années 60, ou au début des années 70, au moment où le parti libéral croupion siégeait de ce côté-ci de la Chambre; c'est le genre de critiques que les conservateurs adressaient au gouvernement d'alors, dont le dollar était surévalué, un gouvernement qui était en proie à une politique de la Banque du Canada favorisant des taux d'intérêt élevés et qui poursuivait une politique contradictoire, en ce sens que l'expansion monétaire était associée à une politique fiscale facile. «Plus ça change, plus c'est la même chose.»

La question à l'étude est très importante et très grave; c'est pourquoi il faut lui accorder toute notre attention. Notre parti s'est formellement engagé dans l'idée de la planification. J'aimerais bien avoir la même foi que le député de York-Simcoe (M. Stevens) dans le système de la